

Les erreurs de Keynes vue par le banquier du Vatican dans "l'Osservatore romano"

Article rédigé par *Osservatore romano*, le 21 janvier 2011

Dans une note de lecture d'un essai de l'économiste américain Hunter Lewis qui vient de paraître en Italie, Ettore Tedeschi (photo), président de l'IOR, la banque du Vatican, pointe toutes les erreurs de Keynes dans un éditorial de *l'Osservatore Romano*.

[Document.] — Dans un essai de l'économiste américain Hunter Lewis (*Toutes les erreurs de Keynes*, Torino, IBL Livres, 2010), celui-ci décrit les erreurs doctrinales et les catastrophes pratiques de la soi-disant révolution keynésienne. Keynes, comme Garibaldi, sont des intouchables. Qu'importe ! Vues les circonstances, il est de notre devoir de remettre en question l'économiste britannique dont la doctrine a inspiré les politiques économiques actuellement en vigueur aux États-Unis comme en Europe.

En résumé et en vulgarisant nécessairement un peu, Keynes a enseigné que pour faire face à une période de crise économique, indépendamment de ses origines, il fallait soutenir la demande à tout prix, quitte à pénaliser l'épargne. Par conséquent, l'économiste anglais exhortait de faire ce qui a été fait aujourd'hui, en particulier aux États-Unis : promouvoir la consommation privée à crédit, augmenter la dépense publique, sauver les entreprises en difficulté pour maintenir l'emploi et ainsi, la demande. Bien sûr, cela ne peut se faire sans émettre de la monnaie-papier et augmenter les impôts.

Nous découvrons ainsi que les politiques économiques que nous avons observées ces dernières années portent un nom : c'est la fameuse doctrine keynésienne. Une doctrine qui continue à être suivie par les États-Unis, où aujourd'hui l'excessif endettement privé continue d'être nationalisé pour relancer la consommation. Cette nationalisation sert principalement à sauver les banques qui avaient accordé trop de crédit, sans garanties appropriées. Le financement de ces opérations de sauvetage est rendu possible par l'émission de monnaie.

En revanche, en Europe, où le secteur privé n'est pas très endetté, la politique keynésienne s'en est pris aux épargnants. Ceux-ci ont servi à absorber l'énorme dette publique.

Aux États-Unis et en Europe, mais avec presque le problème inverse, la solution à l'augmentation de la dette — afin de maintenir une croissance du PIB nécessaire pour compenser l'effondrement des naissances — est apportée par la politique keynésienne des taux d'intérêt zéro.

Les taux zéro sont équivalents à un transfert de richesse de ceux qui ont été des épargnants vertueux (mais pas aux yeux de Keynes) vers ceux qui se sont vertueusement endettés (cette fois aux yeux de Keynes).

Dans la pratique, c'est une taxe déguisée sur les épargnants pauvres, une charge transférée des riches : des gouvernements, des entrepreneurs et des banquiers trop endettés.

Valeur artificielle

La seule alternative au taux zéro est l'effondrement du système économique avec celui qui suit : la faillite généralisée. Mais le crédit à taux zéro n'est pas seulement une vision à court-terme, c'est aussi une vision dangereuse.

Le crédit à taux zéro détruit l'épargne, qui est une ressource essentielle pour créer la base du crédit bancaire. Le crédit à taux zéro favorise les spéculations sur les valeurs mobilières et immobilières en permettant la création de valeurs artificielles et illusoires. Le crédit à taux zéro pousse à une consommation à crédit plus risquée. Le crédit à taux zéro modifie la valeur de marché en la remplaçant par une valeur artificielle, au motif que le marché n'est pas capable de se corriger seul.

De façon encore plus préoccupante, le crédit à taux zéro autorise le gouvernement, si ce n'est qu'il l'oblige, à gérer l'économie, plutôt qu'à corriger les inefficacités et les distorsions de la concurrence. Ceux qui en souffrent en premier lieu sont les entrepreneurs privés, qui sont les premiers affectés par la délocalisation de la production qui en découle.

Mais tout cela laisse imaginer la manœuvre choisie à l'avenir pour absorber la dette créée aujourd'hui — à la fois aux États-Unis et en Europe où la dette publique représente environ trois fois le PIB — vraisemblablement, le gouvernement optera pour l'inflation. Celle-ci n'explose pas encore car la consommation reste prudente et nécessairement faible.

D'autres appellent encore à de nouveaux impôts pour soutenir un étatsisme déjà essoufflé par une classe politique affaiblie dans tout le monde occidental.

© Traduction Will Conquer pour *Liberté politique*.

© *Osservatore romano*, 24 janvier 2011.

Traduction non revue par l'auteur.

Source

Ettore Gotti Tedeschi recensisce Tutti gli errori di Keynes di Hunter Lewis, su *L'Osservatore Romano* di Ettore Gotti Tedeschi

In un saggio dell'economista americano Hunter Lewis (*Tutti gli errori di Keynes*, Torino, IBL Libri, 2010) vengono descritti gli errori dottrinali e i disastri pratici della cosiddetta rivoluzione keynesiana. Di Keynes, come di Garibaldi, non si deve parlare male. Faremo uno sforzo. Ma siamo costretti a chiamare in causa l'economista inglese poiché le politiche economiche attualmente applicate negli Stati Uniti, e in parte in Europa, sembrano ispirate proprio alle sue dottrine.

In sintesi, e con la necessaria semplificazione, Keynes insegnava che per fronteggiare un periodo di crisi economica, prescindendo dalle sue origini, si dovesse sostenere la domanda a tutti i costi, penalizzando pertanto l'attitudine al risparmio. Di conseguenza, lo studioso proponeva di fare ciò che oggi viene fatto, soprattutto negli Stati Uniti: promuovere i consumi privati a debito, fare spesa pubblica, salvare le imprese in difficoltà per mantenere l'occupazione e perciò la domanda. E, naturalmente, emettere carta moneta e aumentare le tasse.

Stiamo scoprendo che la politica economica che abbiamo visto adottata negli ultimi anni ha un nome: è la famosa dottrina keynesiana. Una dottrina che continua a essere seguita negli Stati Uniti, dove oggi si sta nazionalizzando l'eccessivo debito privato al fine di riavviare i consumi. Questa cosiddetta nazionalizzazione avviene salvando soprattutto le banche che avevano concesso troppo credito, senza adeguate garanzie. Il finanziamento per il salvataggio avviene attraverso l'emissione di moneta.

Al contrario, in Europa, dove il privato non è molto indebitato, la politica keynesiana si accanisce contro il disprezzato risparmio. Questo viene trasformato in strumento per assorbire attraverso la privatizzazione l'enorme debito pubblico, quello delle banche e il debito delle imprese.

Sia negli Stati Uniti che in Europa, pur con problemi quasi opposti, la soluzione di un incremento del debito — al fine di sostenere una crescita del pil necessaria a compensare il crollo delle nascite — viene realizzata con la politica keynesiana dei tassi zero (che dopo l'inflazione vera diventano persino negativi).

I tassi zero equivalgono di fatto a un trasferimento di ricchezza da parte di chi è stato risparmiatore virtuoso (anche se non per Keynes) a chi si è virtuosamente indebitato (per Keynes). In pratica, si tratta di una tassa occulta sui poveri risparmiatori, una tassa trasferita ai ricchi: Stati, imprenditori e banchieri troppo indebitati.

L'alternativa ai tassi zero è il collasso del sistema economico con quello che ne consegue: il default. Ma i tassi zero non sono sostenibili e sono pericolosi. Essi distruggono il risparmio, che è una risorsa essenziale per creare la base per il credito bancario; favoriscono la speculazione mobiliare e immobiliare, creando valori artificiali illusori anziché ridimensionarli; spingono i consumi a debito più rischiosi; alterano il mercato con valori artificiali e lasciano così credere che i mercati stessi non sappiano autocorreggersi. Soprattutto, i tassi zero permettono, o impongono, ai Governi di gestire l'economia, senza correggere l'inefficienza e facilitando distorsioni nella concorrenza. Con la conseguenza di stimolare sempre più la fuga degli imprenditori privati nella delocalizzazione produttiva.

Ma tutto ciò lascia anche immaginare che la manovra scelta per assorbire in futuro il debito creato — sia negli Stati Uniti che in Europa circa tre volte il PIL — sia l'inflazione. Quest'ultima non esplode perché i consumi restano prudenzialmente e necessariamente bassi. E qualcuno auspica nuove tasse per sostenere un nuovo statalismo che rafforzi una classe politica piuttosto debole in tutto il mondo occidentale.

Da *L'Osservatore Romano*, 14 gennaio 2011
